

La température retombe, pas nos colères



Des milliers de personnes sont mortes à cause des chaleurs extrêmes.

Les habitantEs des quartiers populaires, les précaires, les personnes âgées, malades, en situation de handicap, celles et ceux qui travaillent dehors ou dorment dans la rue ont payé le prix fort.

La canicule a accentué toutes les inégalités : de logement, de conditions de travail, de santé...

Le gouvernement aggrave la crise

Les pompiers, les soignantEs, les enseignantEs ont été en première ligne dans des services publics ravagés par les politiques d'austérité. Les paysanNEs, déjà maltraitéEs par une politique au service de l'agro-industrie, voient leur avenir compromis.

Cette situation était annoncée, notamment par les rapports successifs du GIEC. Elle empirera si on ne stoppe pas les émissions de gaz à effet de serre. Pourtant, le gouvernement, si dur avec les mobilisations de défense de l'eau et des espaces naturels, est tout doux avec TotalEnergies, l'industrie chimique et l'agro-industrie.

Un plan d'urgence climatique !

Imposer des mesures pour protéger les salariéEs et la population, avec des services publics pour le logement, la santé, la lutte contre les incendies, la restauration des forêts et des sols, la gratuité et le développement des transports en commun... C'est vital !

Ces adaptations sont urgentes, mais elles ont leurs limites. Il faut prendre le mal à la racine : rompre avec l'agro-industrie pour développer une agriculture paysanne et écologique, imposer une politique de sortie des énergies fossiles, taxer les superprofits des groupes fossiles, de l'agro-industrie et de l'armement, instaurer un impôt climatique sur les gros patrimoines. Et désarmer les criminels climatiques, en commençant par exproprier TotalEnergies.

Partout pour le climat et la justice sociale

L'appel du 26 septembre, signé par 42 000 personnes et plus de 1 000 organisations, va bien au-delà d'une marche pour le climat. Il veut construire dans la durée un mouvement par en bas, avec des assemblées locales qui se coordonneront pour décider des suites (un rendez-vous à la mi-novembre est déjà fixé). Il exige la rupture avec les énergies fossiles et des mesures d'urgence qui lient différents secteurs en lutte — services publics, Gilets jaunes, quartiers populaires, paysanNEs... — pour qu'ils convergent contre le budget d'austérité. Descendre massivement dans la rue, se coordonner, s'organiser, c'est faire reculer l'extrême droite, qui se nourrit de nos défaites.

Mardi 22 septembre

